



Extrait du OIEau

<http://www.iowater.org/oieau/notre-actualite-et-avancement-de/article/haiti-audit-de-l-observatoire>

Haïti - Audit de l'Observatoire haïtien de l'Eau et de l'Assainissement

- OIEau - Notre actualité et avancement de nos projets -

Date de mise en ligne : jeudi 1er décembre 2011

OIEau

Lorsqu'OIEau était intervenu fin 2008 en Haïti pour définir les missions d'un Observatoire National de l'Eau et de l'Assainissement. Cette mission était axée stratégiquement sur les fonctions suivantes :

- faire remonter du terrain uniquement des données factuelles ;
- s'appuyer sur un nombre réduit d'indicateurs de performance ;
- instaurer les procédures de collecte et de calcul de ces indicateurs ;
- mettre en place un module d'aide au calcul des indicateurs.

Il est apparu que le chemin parcouru pour la mise en place de cet observatoire depuis ces propositions devait être analysé pour faciliter la planification et l'aide à la prise de décision dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable en Haïti.

La structuration de la DINEPA influe également sur les rôles et attributions confiés à l'observatoire.

Lorsqu'OIEau a mené en 2011 une évaluation de l'Observatoire National de l'Eau Potable et de l'Assainissement en Haïti, afin :

- de relever les évolutions ;
- d'analyser si les différents objectifs qui étaient fixés ont été atteints ;
- de proposer les mesures susceptibles d'améliorer ou de corriger la gestion et le fonctionnement de l'Observatoire pour atteindre ses objectifs.

Vers une future école des métiers de l'eau en Haïti

L'Ecole des Métiers de l'Eau et de l'Assainissement (EMEA) va voir le jour en Haïti.

Pour en définir les contours, l'Office International de l'Eau, en partenariat avec l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement (ENGEES), en a réalisé l'étude de faisabilité.

Cette étude a été financée par le Fonds d'Etudes et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) en liaison avec AgroParisTech, qui a réalisé en 2011 la formation d'urgence des cadres de l'eau en Haïti.

Menée entre avril et septembre 2011, cette étude a eu pour objet de définir les besoins en renforcement de capacité du secteur, mais également les spécifications techniques, administratives et financières d'une telle structure.

L'EMEA, devrait couvrir un champ de formation très important : un niveau académique (licence, master, ...) pour la formation initiale, ainsi qu'un niveau technique pour la formation continue, dispensées sous forme de stages courts.

A l'issue de l'étude de faisabilité, le dimensionnement de l'école et de ses équipements pédagogiques spécifiques est réalisé.

Les mécanismes de financements ont également été présentés et discutés dans le but de rendre la structure pérenne et autonome à terme.

L'OIEau, intervenant depuis plusieurs années en Haïti, a pu plus facilement intégrer les particularismes locaux tout en appliquant sa maîtrise de la formation aux différents métiers de l'eau.

Un référentiel technique pour l'eau en Haïti pour augmenter les capacités du secteur et la durabilité des infrastructures.

La DINEPA, Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement à Haïti, vient de confier à l'Office l'important chantier de l'élaboration des Directives et Guides Techniques Nationaux du domaine de l'Eau Potable et de l'Assainissement.

Confrontée à l'hétérogénéité des acteurs intervenants en Haïti dans les projets d'infrastructures, la DINEPA doit aboutir à une harmonisation nécessaire :

- pour assurer la qualité des réalisations et améliorer la qualité des eaux.
- pour mieux maîtriser les schémas directeurs et leur dimensionnement financier,
- pour simplifier les opérations d'exploitation et d'entretien.

Au delà de ces enjeux purement techniques, la réalisation de ce référentiel national, qui sera hébergé sur un portail documentaire et fera l'objet de formations associées, est aussi un élément stratégique de renforcement des capacités du secteur.

Ainsi cet ensemble de guides et de directives permettra une meilleure intervention des entreprises haïtiennes formées à des techniques adaptées et maîtrisées.

Progressivement les acteurs locaux pourront développer l'activité économique sectorielle en évitant les pièges des malfaçons par méconnaissance ou par manque de cadrage technique ou réglementaire.

Cette action participe à la construction du secteur de l'eau et à son développement.